

# La N-VA n'est pas un parti politique

LUC VAN CAMPENHOUDT

LAREVUENOUVELLE - SEPTEMBRE 2011

**billet d'humeur**

Un prof est un obsédé conceptuel. Il enseigne les concepts comme les outils de la pensée et il explique que, dans la trousse, il ne faut pas mélanger les outils. Par exemple, un prof de sciences politiques expliquera qu'un parti politique est une association de personnes défendant les mêmes idées, qui souhaitent se faire élire et gouverner pour concrétiser ces idées. Une association qui défend ses idées, mais ne présente pas de candidats aux élections ou qui, ayant obtenu suffisamment de sièges au Parlement, n'essaie pas de gouverner n'est pas vraiment un parti politique, ou alors seulement formellement, pas dans les faits. Pour un parti politique, cela n'a guère de sens de solliciter les voix des électeurs seulement pour occuper un maximum de sièges au Parlement, avec pour seule conséquence de rendre la vie plus difficile aux autres partis

qui essaient de former une majorité parlementaire et de composer un gouvernement, et se comportent donc, quant à eux, comme de vrais partis politiques.

Dans le système institutionnel belge actuel, participer au gouvernement suppose de passer par des compromis avec d'autres partis politiques, avec lesquels il est à priori possible de former un gouvernement. Si, ayant espéré être au gouvernement et avoir négocié dans ce but, un parti se retrouve finalement dans l'opposition, c'est qu'il n'a pas pu faire autrement, parce qu'il n'a pas été possible de trouver un accord de majorité avec d'autres partis. En principe, si un parti politique se retrouve dans l'opposition, c'est à contrecœur.

C'est un peu simpliste de rappeler des choses aussi élémentaires, et beaucoup

pensent qu'avec leurs concepts, les profs voient la réalité de façon trop abstraite et théorique. Mais ce n'est pas inutile car cela permet de remettre un peu d'ordre dans les idées, comme dans la trousse à outils. Mais, en plus, les concepts les plus basiques et élémentaires, comme celui de parti politique, peuvent parfois aider à mieux saisir la spécificité d'une situation concrète justement parce que celle-ci ne correspond pas exactement au concept. Pas pour la plier au concept, mais pour mieux saisir, par son écart par rapport au concept abstrait, la vraie nature de cette situation.

Prenons la N-VA. Formellement, elle est bien un parti politique. Elle présente des candidats aux élections, compte un certain nombre de parlementaires, reçoit de l'argent public pour fonctionner comme parti politique et est d'autant plus censée participer aux négociations pour la formation d'un gouvernement qu'elle est le principal parti dans sa Région. Pendant quelques centaines de jours déjà, les dirigeants de la N-VA ont bel et bien discuté avec les dirigeants de plusieurs autres partis, en particulier le PS, cet autre vainqueur des dernières élections. Mi-2010, Bart De Wever a même accepté la mission d'information que le roi lui avait confiée.

Mais il apparaît de plus en plus clairement qu'en réalité, au niveau fédéral, non seulement la N-VA ne veut pas gouverner, sans doute parce que cela la mettrait en contradiction avec son propre projet, mais qu'en outre, elle ne veut pas non plus que les autres partis parviennent à gouverner sans elle. C'est pourquoi, au niveau fédéral, la N-VA n'est pas, de fait, un véritable parti politique; elle est un mouvement d'indépendance nationale déguisé en parti politique, et qui utilise, pour parvenir à ses fins, toutes les ressources dont dispose un puissant parti politique sans en assumer les fonctions et les responsabilités, et sans en

respecter les règles. Elle crée ainsi une ambiguïté qui bloque radicalement le système.

Habituellement en effet, un mouvement d'indépendance agit de l'extérieur sur l'État, en organisant des manifestations, en menant des actions non violentes de désobéissance civile ou des actions violentes de sabotage ou de rébellion, en appelant à la solidarité internationale... Ce qui est inédit, avec la N-VA, c'est qu'elle vise le même but qu'un mouvement d'indépendance nationale, mais cherche à l'atteindre de l'intérieur du système politique et de l'État mêmes, pacifiquement, en utilisant les institutions dont elle ne veut plus et en les paralysant pour donner raison à son projet.

Elle exploite en effet tant qu'elle le peut les ressources dont dispose un parti politique, notamment en occupant de manière inerte des sièges au Parlement si précieux pour composer une majorité; en tentant de s'imposer comme seul partenaire flamand incontournable au titre de grand vainqueur des dernières élections; en laissant croire qu'à certaines conditions, elle est prête à négocier pour former un gouvernement, mais en sabotant cyniquement tous les efforts de compromis; en brandissant, au-dessus des autres partis flamands, mais aussi francophones, la menace de nouvelles élections en cas d'échec des négociations; en accusant le CD&V et les autres partis flamands de « se mettre à plat » devant les francophones. La N-VA n'attaque pas le système politique et l'État de l'extérieur, comme le ferait un mouvement d'indépendance nationale; elle « joue avec », mais en sabotant le jeu de l'intérieur, et en laissant ainsi pourrir la situation.

En revanche, la N-VA joue pleinement son rôle de parti politique au niveau de la Communauté flamande et elle participe

même à son gouvernement. Elle en retire un double bénéfice. *Primo*, cette participation directe à la décision et à la gestion des affaires au sein de la Communauté flamande représente un moyen de pression important sur ses partenaires flamands et, en particulier le CD&V qui voudrait bien conserver à ce niveau le leadership qu'il n'a plus au fédéral. *Secundo*, cette participation renforce l'impression — pourtant fautive au niveau fédéral — que la N-VA est pleinement un parti politique capable de prendre ses responsabilités aux affaires.

Grâce à cette ambiguïté, la N-VA gagne sur tous les tableaux. Elle sabote effectivement tous les efforts pour constituer un gouvernement fédéral et démontre par là que l'État tel qu'il est conçu est incapable de fonctionner, tout en renforçant sa position en Communauté flamande. En effet, si tout se passe selon son plan, le blocage perdurera jusqu'aux prochaines élections communales, de nouvelles élections fédérales devront être organisées, les autres partis se partageront encore moins de sièges pour tenter de former un gouvernement dans le cadre d'un État encore plus mal en point.

Cette ambiguïté représente donc un piège diabolique pour les autres partis qui, quant à eux, n'ont d'autre choix que de continuer à œuvrer comme des partis politiques doivent normalement le faire, c'est-à-dire, tenter de négocier pour former un gouvernement fédéral, comme si de rien n'était. Ce faisant, ils donnent d'eux-mêmes une image plutôt positive, mais contribuent malgré eux à creuser le piège qui leur est tendu.

Les dirigeants de la N-VA et une partie de ses électeurs ont parfaitement le droit de souhaiter l'indépendance de la Flandre. Mais les autres partis et leurs électeurs peuvent radicalement contester la voie qu'elle emprunte à cette fin: le sabotage de l'in-

térieur des institutions auxquelles elle fait mine de participer elle-même. Surtout, ils peuvent cesser de se laisser piéger comme ils l'ont fait jusqu'ici par un mouvement d'indépendance nationale qui, pour arriver à ses fins, fait croire qu'il est ce qu'il n'est pas: un parti politique.

Est-il impensable que les autres partis trouvent un compromis sans la N-VA, à huit sur l'institutionnel et à un peu moins sur le socioéconomique? Qu'une partie de la population flamande prenne conscience que l'ambiguïté et le jeu pervers de la N-VA mettent le pays à la merci d'évènements quelconques susceptibles de le plonger dans une crise encore plus grave, voire dans la violence? Que les autres partis flamands disposés à négocier avec les francophones dans l'intention sincère d'aboutir vainquent leur peur panique de se faire étriller aux prochaines élections? Que les francophones parviennent enfin à convaincre les Flamands qu'ils sont décidés à faire face aux maux chroniques de la gouvernance wallonne et francophone? ■